

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, A VIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée nationale	Bulletin Officiel Ann. march. publ. Brevets Commerces	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie	8 dinars	14 dinars	24 dinars	20 dinars	15 dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolhier, ALGER Tél : 66-61-49, 66-60-96 C.C.P. 5200-50 — ALGER
Etranger	12 dinars	20 dinars	35 dinars	20 dinars	28 dinars	

Le numéro 0,25 dinar — Numéro des années antérieures : 0,30 dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés
Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 dinar
Tarif des insertions : 2,50 dinars la ligne

Les tables alphabétique et chronologique du Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, pour l'année 1963, ont été publiées.

Elles sont mises en vente à l'Imprimerie Officielle, 7 et 9, rue Trolhier à Alger, C.C.P. n° 3200-50 Alger.

Prix de la table : 0,40 D.A.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-76 du 4 avril 1966 fixant les modalités d'exécution du budget d'équipement pour 1966, p. 270.

Décret n° 66-77 du 4 avril 1966 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget d'équipement pour l'année 1966, p. 270.

Arrêté du 23 mars 1966 portant création à Alger de la recette des contributions diverses Alger-Banlieue, p. 272.

Arrêté du 31 mars 1966 fixant la liste de certaines opérations d'équipement public à réaliser dans le département des Oasis et dont la gestion directe est confiée à la Caisse algérienne de développement, p. 274.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 66-66 du 4 avril 1966 relatif à l'application de la législation du travail dans les entreprises et exploitations agricoles autogérées, p. 274.

MINISTERE DES ANCIENS MOUDJAHIDINE

Arrêté du 8 mars 1966 fixant la composition de la commission spéciale pour le Grand Alger chargée de l'établissement des fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale, p. 275.

Arrêté du 8 mars 1966 fixant la composition de la commission spéciale chargée d'établir les fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale, p. 275.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 18 mars 1966 relatif à l'importation des suifs industriels destinés à la savonnerie, p. 275.

Arrêté du 29 mars 1966 mettant fin aux fonctions du directeur général de la Société nationale des grands magasins populaires d'Algérie, p. 275.

MINISTERE DU TOURISME

Décret n° 66-75 du 4 avril 1966 portant application de l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 relative aux zones et aux sites touristiques, p. 275.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN

Décret n° 66-76 du 4 avril 1966 fixant les modalités d'exécution du budget d'équipement pour 1966.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres ;

Sur le rapport du ministre des finances et du plan,

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 ;

Vu l'ordonnance n° 66-52 du 3 mars 1966 modifiant et complétant l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 susvisée, et notamment ses articles 3 et 4.

Décète :

Article 1^{er}. — Le budget d'équipement de l'Etat pour 1966 est exécuté suivant les modalités fixées ci-après.

Art. 2. — Les dépenses d'équipement public prévues au compte 213 sont engagées, liquidées, ordonnancées et payées suivant les règles de la comptabilité publique.

Art. 3. — Les dépenses d'investissement prévues au compte 215 sont exécutées par l'intermédiaire de la Caisse algérienne de développement suivant des procédures qui sont définies par arrêté du ministre des finances et du plan.

Art. 4. — Les fonds nécessaires à la couverture des dépenses visées à l'article 3 ci-dessus, sont versés au compte de dépôt de fonds de la Caisse algérienne de développement ouvert dans les écritures du trésor par ordonnances de paiement émises par le ministre des finances et du plan et imputées sur les crédits budgétaires prévus à cet effet.

Le ministre des finances et du plan précisera, par circulaire, les opérations qui sont bloquées pour insuffisance d'études techniques, les modalités de leur déblocage ainsi que la répartition des crédits de paiement correspondants.

Art. 5. — Le ministre des finances et du plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 avril 1966.

Houari BOUMEDIENE

Décret n° 66-77 du 4 avril 1966 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget d'équipement pour l'année 1966.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres ;

Sur le rapport du ministre des finances et du plan ;

Vu l'ordonnance n° 65-182 du 10 juillet 1965 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966 ;

Vu l'ordonnance n° 66-52 du 3 mars 1966 modifiant et complétant l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 susvisée, et notamment ses articles 3 et 4 ;

Décète :

Article 1^{er}. — La répartition des dépenses à caractère définitif du budget d'équipement pour 1966 figurant à l'état B annexé à l'ordonnance n° 66-52 du 3 mars 1966 susvisée, est fixée suivant les tableaux n° I et II ci-annexés.

Art. 2. — Les modifications des autorisations de programme et des crédits de paiement inscrits au budget d'équipement de l'année 1966 sont décidées par le ministre des finances et du plan sur demande des ordonnateurs.

Art. 3. — Le ministre des finances et du plan fixera la nomenclature des opérations d'équipement public.

Art. 4. — Le ministre des finances et du plan est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 avril 1966.

Houari BOUMEDIENE

Annexe I (compte 213)

(en milliers de dinars).

Chapitres	INTITULE	AP nouvelles	C.P. 1966
II-01	Développement rural et modernisation de l'agriculture	871	2.500
II-02	Développement de l'élevage	231	2.000
II-04	Restauration des sols et forêts — Etudes et travaux	18.938	28.000
II-06	Recherche agronomique et études	6.114	4.500
II-06	Enseignement et formation agricole	320	7.000
II-07	Paysanat et sociétés agricoles de prévoyance	0	596
II-08	Equipements collectifs : docks silos de semences, abattoirs, dépôts de producteurs	300	1.500
II-10	Station de désinsectisation	1.910	1.700
II-11	Hydraulique et équipement rural — Etudes générales	4.000	5.000
II-12	Barrages et irrigations	20.000	61.000
II-13	Hydraulique agricole	103.470	45.000
II-15	Grands forages	0	2.000
II-17	Défense contre les eaux nuisibles et assainissements	1.260	5.400

Chapitres	INTITULE	AP nouvelles	C.P. 1966
II-18	Alimentation en eau potable et industrielle	110.270	50.000
II-22	Etudes minières	50	2.816
II-31	Routes nationales	30.758	40.000
II-32	Chemins départementaux	10.010	18.000
II-33	Aménagements urbains	0	10.000
II-34	Travaux intéressant la navigation maritime	1.510	30.000
II-35	Aérodromes régionaux	868	28.000
II-36	Utilisation de main-d'œuvre supplémentaire	0	1.500
II-37	Pêche — Equipement	0	3.400
II-39	Déminage	0	7.000
	Postes et télécommunications	0	40.000
II-41	Dépenses d'équipement local (DEL)	30.000	80.000
II-42	Développement d'ensemble des zones rurales	0	1.400
II-44	Dépenses d'équipement départemental (DED)	10.000	30.000
II-46	Reconstruction rurale	11.000	50.000
II-47	Travaux géographiques	1.502	1.500
II-51	Enseignement supérieur		10.000
II-52	Enseignement secondaire	300.000	30.000
II-53	Enseignement primaire		60.000
II-54	Santé scolaire	0	1.000
II-56	Equipements sportifs	30.000	25.000
II-57	Formation de cadres		2.000
II-59	Formation professionnelle des adultes	6.006	14.723
II-60	Artisanat	7.100	8.000
II-61	Santé publique	5.425	13.000
II-62	Equipement touristique et thermal	55.000	35.000
II-63	Maisons d'enfants, centres de repos	3.000	2.000
II-64	Edifices du culte	3.000	2.000
II-65	Résorption des bidonvilles	0	2.000
II-69	Cité universitaire	0	500
II-70	Formation de cadres (industrie)	6.000	5.000
II-71	Bâtiments civils	400	2.087
II-72	Cités administratives	0	5.423
II-77	Protection civile	3.523	4.000
II-78	Bâtiments de la justice	0	500
II-82	Bâtiments des affaires étrangères	2.172	14.000
II-83	Bâtiments de la sûreté nationale	1.200	3.000
II-84	Equipement ministère de l'information	21.205	15.000
II-85	Bâtiments administratifs de l'éducation nationale	0	1.500
II-86	Bâtiments des services financiers	0	1.600
II-87	Bâtiments des travaux publics	0	307
II-89	Bâtiments de l'agriculture	0	2.000
II-90	Bâtiments des eaux et forêts	50	198
II-91	Trahmissions nationales	12.700	4.000
II-92	Crédits de plein-emploi	50.000	50.000

Chapitres	INTITULE	AP nouvelles	C.P. 1966
II-93	Participation à la poursuite des opérations financées précédemment par l'organisme saharien	19.575	19.575
II-94	Participation de l'Etat à des projets d'investissements financés sur aide extérieure	0	20.000
II-95	Réparation d'établissements sinistrés (éducation nationale) ..	0	10.000
II-96	Dépenses sur chapitres clos et dépenses pour réévaluations ..	52.870	0
II-97	Dépenses locales sur projets FED	0	1.000
II-98	Etudes économiques	16.000	26.000
II-99	Défense nationale	70.000	70.000
	Total partiel	1.027.408	1.020.205
	Dotation à la C.A.D.	100.000	100.000
	Total général	1.127.408	1.120.205

Annexe II
(compte 215)

(en milliers de dinars).

INTITULE	A.P.	OP 1966
I. — Pétrole-gaz-électricité		
Opérations sur le pétrole	60.000	60.000
Opérations sur le gaz	400.000	110.000
Electrification rurale (subvention à E.G.A.)	5.000	10.000
II. — Industries minières		
Opérations B.A.R.E.M.	13.200	19.515
III. — Siderurgie et assimilés		
S.N.S.	150.000	150.000
Métallurgie des non-ferreux (zinc-plomb)	40.000	4.721
IV. — Industries mécaniques		
Investissements, études ..	214.000	31.500
V. — Industries textile, alimentaire et industrie du cuir		
Unités en voie de réalisation par le B.E.R.I.	1.300	140.774
Unités projetées (non ventilées)	15.000	10.000
VI. — Matériaux de construction - Chimie - Divers		
Matériaux de construction	43.080	20.000
Unité de compostage d'Alger (BERI)	3.500	3.500
Autres unités (non ventilées)	15.000	10.000
VII. — Opérations industrielles diverses		
Etudes sur infrastructure industrielle	2.000	2.000
B.E.R.I. - Réalisation et études	8.500	8.500
	45.000	45.000
VIII. — Participation et dotation		
TOTAL GENERAL	1.015.550	625.510

Arrêté du 23 mars 1966 portant création à Alger de la recette des contributions diverses Alger - Banlieue.

Le ministre des finances et du plan ;

Sur proposition du directeur des impôts et de l'organisation foncière ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1969 fixant la consistance des recettes des contributions diverses et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Il est créé à Alger une recette des contributions diverses dénommée « recette des contributions diverses d'Alger - Banlieue ».

Art. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté du 20 janvier 1969 susvisé, est modifié conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du 1^{er} avril 1966.

Art. 4. — Le directeur de l'administration générale, le directeur des impôts et de l'organisation foncière, le directeur du budget et du contrôle, le directeur du trésor et du crédit sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 mars 1966.

P. Le ministre des finances et du plan et par délégation,

Le directeur général des finances adjoint,

Salah MEBROUKINE.

Tableau annexe

DESIGNATION de la recette	SIÈGE	Communes comprises dans la circonscription territoriale de la recette	AUTRES SERVICES GERES
Recette des contributions diverses d'Alger - Banlieue.	1 ^{er} Département d'Alger. a) Arrondissement d'Alger. A ajouter :	Commune d'Aïn Benian Commune de Birkhadem Commune de Saoula	Hôpital civil de Birtraria. Hôpital Parnet. Dispensaire public hygiène sociale. Institut national de santé. Syndicat de défense contre les eaux d'El Har-rach. Syndicat lotissement Dar El Khasnadji. Syndicat lotissement Clairval. Syndicat acquéreurs lot. Mont froid. Vert Val. Les Vergers. Sidi Embarek. Syndicat des crêtes d'Alger - Hydra. Syndicat des producteurs de la région d'Alger. Syndicat lotissement Michel. Syndicat d'irrigation d'Aïn Benian. Syndicat lotissement Recazin. Association syndicale propriétaires, quartier mon Frisquet. Association syndicale propriétaires lotissement Parc Hydra. Union des syndicats des producteurs d'agrumes. Association syndicale propriétaires lotissement les Sources.
Recette des contributions diverses d'Alger. 1 ^{er} et 6 ^{ème} arrondissements. 2 ^{ème} et 7 ^{ème} arrondissements.	A supprimer :	Commune d'Aïn Benian.	Syndicat d'irrigation d'Aïn Benian. Hôpital civil de Birtraria. Association syndicale propriétaires, quartier mon Frisquet. Syndicat lotissement Dar El Khasnadji. Syndicat lotissement Clairval.
Recette des contributions diverses d'Alger 3 ^o .		Commune de Birkhadem Commune de Saoula.	Syndicat acquéreurs lot. Mont Froid. Vert Val. Les Vergers. Sidi Embarek. Syndicat des crêtes d'Alger - Hydra. Association syndicale des propriétaires du lotissement les Sources. Association syndicale des propriétaires du lotissement Parc Hydra.
d'Alger 4 ^o .			Dispensaire public hygiène sociale. Union des syndicats des producteurs d'agrumes. Syndicat des producteurs d'agrumes de la région d'Alger. Institut national de la santé.
d'Alger 9 ^o .			Hôpital Parnet. Syndicat lotissement Michel.
d'Alger 10 ^o .			Syndicat de défense contre les eaux d'El Har-rach. Syndicat lotissement Recazin.

Arrêté du 31 mars 1966 fixant la liste de certaines opérations d'équipement public à réaliser dans le département des Oasis et dont la gestion directe est confiée à la Caisse algérienne de développement.

Le ministre des finances et du plan ;

Sur proposition du préfet du département des Oasis ;

Vu le décret n° 63-484 du 23 décembre 1963 relatif à la gestion de certaines dépenses d'équipement public dans les départements pilotes ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 1963 érigeant

en départements pilotes, certains départements et, notamment, le département des Oasis ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1963 réglementant l'intervention de la Caisse algérienne de développement et des préfets des départements pilotes dans la gestion de certaines opérations d'équipement public dans les départements pilotes

Arrête :

Article 1^{er}. — La gestion des opérations d'équipement public figurant sur l'état n° 1 qui suit, est confiée directement à la Caisse algérienne de développement.

Etat n° 1

NUMERO des OPERATIONS	LIBELLE des OPERATIONS	AUTORISATIONS de programme
54-12-3-00-29-18	Centres médico-scolaires du Sahara — Programme 1963	500.000
61-12-5-00-29-91	Achèvement de l'hôpital de Laghouat	750.000
61-12-5-00-29-92	Achèvement de l'hôpital de Tougourt	770.000
61-12-5-00-29-99	Achèvement de l'hôpital de M'Raiet	550.000
	Total	2.570.000

Art. 2. — Le préfet du département des Oasis est ordonnateur des opérations sus-mentionnées.

Art. 3. — Les crédits de paiement affectés aux opérations sus-concernées sont prélevés sur les crédits de paiement glo-

baux des chapitres du programme d'équipement public auxquels ces opérations étaient rattachées.

Art. 4. — Le nouveau numéro d'identification de chacune de ces opérations ainsi que la dotation en crédits de paiement de chacune d'elles, sont fixés conformément à l'état n° 2 ci-après :

Etat n° 2

ANCIEN NUMERO des opérations	LIBELLE des OPERATIONS	AUTORISATIONS de programme
54-12-3-00-29-18	Centres médico-scolaires du Sahara — Programme 1963	500.000
61-12-5-00-29-91	Achèvement de l'hôpital de Laghouat	750.000
61-12-5-00-29-92	Achèvement de l'hôpital de Tougourt	770.000
61-12-5-00-29-99	Achèvement de l'hôpital de M'Raiet	550.000
	Total	2.570.000

Art. 5. — Le présent arrêté tient lieu de délégation de crédits de paiement au préfet du département des Oasis.

Art. 6. — Les crédits de paiement sont mis globalement à la disposition du préfet des Oasis par la Caisse algérienne de développement. Le préfet peut réaliser des engagements de dépenses pour les opérations sus-mentionnées dans la limite des autorisations de programme prévues pour chacune d'elles.

Art. 7. — Le préfet du département des Oasis et le directeur général de la Caisse algérienne de développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 mars 1966.

P. le ministre des finances et du plan, et par délégation,

Le directeur général des finances adjoint,

Salah MEBROUKINE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE

Décret n° 66-66 du 4 avril 1966 relatif à l'application de la législation du travail dans les entreprises et exploitations agricoles autogérées.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents de travail ;

Vu le décret n° 63-95 du 22 mars 1963 portant organisation et gestion des entreprises industrielles, minières et artisanales ainsi que des exploitations agricoles vacantes ;

Vu le décret n° 63-98 du 28 mars 1963 déterminant les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion ;

Décète :

Article 1^{er}. — Les dispositions de la législation du travail en vigueur dans les professions agricoles sont applicables dans les entreprises et exploitations agricoles du secteur autogéré ;

Art. 2. — Les inspecteurs et contrôleurs départementaux des lois sociales en agriculture sont chargés de contrôler l'application de ces dispositions.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, le ministre des finances et du plan, le ministre de la justice, garde des sceaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 avril 1966.

Houari BOUMEDIENE.

MINISTERE DES ANCIENS MOUDJAHIDINE

Arrêté du 8 mars 1966 fixant la composition de la commission spéciale pour le grand Alger chargée de l'établissement des fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale.

Par arrêté du 8 mars 1966, la commission spéciale pour le grand Alger, chargée d'établir les fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale prévue à l'article 10 du décret n° 66-37 du 2 février 1966 portant application de la loi n° 63-321 du 31 août 1963 relative à la protection sociale des anciens moudjahidine, modifiée par l'ordonnance n° 66-36 du 2 février 1966, se compose des membres suivants :

MM. Hamdani Mohamed,
Djouadi Chérif,
Malou H'cène,
Laghouiati Ahmed.

Arrêté du 8 mars 1966 fixant la composition de la commission spéciale chargée d'établir les fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale.

Par arrêté du 8 mars 1966, la commission spéciale chargée d'établir les fiches individuelles de participation à la lutte de libération nationale au sein de l'ex-fédération de France du FLN, prévue à l'article 9 du décret n° 66-37 du 2 février 1966 portant application de la loi n° 63-321 du 31 août 1963 relative à la protection sociale des anciens moudjahidine, modifiée par l'ordonnance n° 66-36 du 2 février 1966, se compose des membres suivants :

MM. Merri Mohamed,
Hattaba Mohamed,
Chader Youcef,
Benaouda Mustapha,
Belharat Mohand-Ouldir.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 18 mars 1966 relatif à l'importation des suifs industriels destinés à la savonnerie.

Le ministre du commerce :

Vu le décret n° 62-126 du 13 décembre 1962 portant création de l'Office national de commercialisation ;

Arrête :

Article 1^{er}. — A compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel*, l'importation des suifs industriels destinés à la savonnerie relève de la compétence exclusive de l'Office national de commercialisation.

Art. 2. — Les licences et autorisations d'importation délivrées antérieurement à la date de publication du présent arrêté, demeurent valables et pourront être réalisées jusqu'à la date de leur expiration.

Art. 3. — Les importateurs sont tenus de déclarer à la direction du commerce intérieur, les stocks existants à la date de publication du présent arrêté ainsi que les licences et autorisations d'importation en leur possession.

Art. 4. — L'Office national de commercialisation rétrocèdera les suifs industriels aux prix fixés par le ministère du commerce.

Art. 5. — La rémunération de l'Office national de commercialisation sera constituée par un prélèvement égal à 3% des prix CAF ports algériens des marchandises importées.

Art. 6. — Le directeur du commerce extérieur et le directeur du commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 mars 1966.

P. le ministre du commerce,

Le secrétaire général,

Mohamed LEMKAMI.

Arrêté du 29 mars 1966 mettant fin aux fonctions du directeur général de la Société nationale des grands magasins populaires d'Algérie.

Par arrêté du 29 mars 1966, il est mis fin, à compter du 30 mars 1966, aux fonctions du directeur général de la Société nationale des grands magasins populaires d'Algérie, exercées par M. Ahmed Menai.

MINISTERE DU TOURISME

Décret n° 66-75 du 4 avril 1966 portant application de l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 relative aux zones et aux sites touristiques.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres ;

Sur le rapport du ministre du tourisme.

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962 sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,

Vu la loi du 2 mai 1930 sur la protection des monuments naturels et des sites de caractères artistiques, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque,

Vu l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 relative aux zones et aux sites touristiques,

Vu le décret du 26 juillet 1954 établissant le code de l'urbanisme et de l'habitation,

Décète :

Titre I. — Des zones d'expansion touristique.

Article 1^{er}. — Peut être déclarée zone d'expansion touristique (Z.E.T.), toute région ou étendue de territoire jouissant de qualités ou de particularités naturelles, culturelles, humaines ou récréatives propices au tourisme, se prêtant à l'implantation ou au développement d'une infrastructure touristique, et pouvant être exploitée pour le développement d'au moins une, sinon plusieurs formes rentables de tourisme.

Art. 2. — Des arrêtés du ministre du tourisme pris après avis du ministre de l'habitat et de la reconstruction détermineront les zones d'expansion touristique choisis en fonction des critères énoncés à l'article précédent.

Ces arrêtés devront préciser la situation géographique et la délimitation territoriale des zones choisies.

Art. 3. — Il sera procédé, en outre, à un classement de ces zones par nature ou ordre d'importance dans l'intérêt touristique (zones I, II, III, IV etc...), et par ordre de priorité de développement dans chaque type de zone (A, B, C, D, etc...).

Titre II. — Des sites touristiques.

Art. 4. — Peut être considéré comme site touristique tout paysage ou lieu présentant un attrait touristique par son aspect pittoresque, ses curiosités, ses particularités naturelles ou les constructions y édifiées, auquel est reconnu un intérêt historique, artistique, légendaire ou culturel, et qui doit être entretenu ou mis en valeur dans son originalité et préservé tant de l'érosion naturelle que des dégradations du fait de l'homme.

Art. 5. — Tous les monuments et sites historiques, dont l'administration relève exclusivement de la compétence du ministre de l'éducation nationale, ainsi que tous les sites naturels classés conformément à la législation en vigueur sont considérés comme sites touristiques par vocation. Les plans d'aménagement touristiques et les mesures prises en application du présent décret devront respecter la législation sur les monuments et sites historiques.

Le ministre du tourisme élaborera la liste complémentaire des sites naturels qu'il entend classer dans l'intérêt du tourisme et la soumettra à la commission nationale des monuments historiques et des sites compétents pour se prononcer sur l'opportunité de leur classement.

Art. 6. — Les sites et monuments naturels seront classés, suivant la procédure prévue par la législation susvisée, par arrêtés conjoints du ministre de l'éducation nationale et du ministre du tourisme.

Art. 7. — Les sites touristiques seront soumis à toutes les mesures de protection applicables aux monuments historiques et sites naturels.

Ils seront, en outre, soumis aux mesures de protection particulières aux exigences du tourisme, prévues au titre III du présent décret.

Titre III. — Des mesures de protection applicables aux zones et aux sites touristiques.

Chapitre 1^{er}. — Du contrôle des constructions et des aménagements.

Art. 8. — L'octroi du permis de construire dans les zones ou sites touristiques est subordonné à une autorisation délivrée par le ministre du tourisme.

Les dossiers correspondants seront transmis au ministre du tourisme par le ministre de l'habitat et de la reconstruction avec son avis.

La réponse du ministre du tourisme devra être donnée dans le mois qui suivra la réception du dossier, faute de quoi, passé ce délai, l'autorisation du ministre du tourisme sera réputée accordée.

Toutefois, lorsque l'avis conjoint des ministres du tourisme et de l'éducation nationale sera requis, notamment dans le cas de constructions dans le périmètre de sites ou de monuments historiques classés le délai de réponse prévu ci-dessus sera porté à deux mois.

Art. 9. — Le contrôle des constructions et aménagements portera non seulement sur leur opportunité eu égard à la réalisation du plan de développement touristique, mais aussi sur leur nature et leur qualité.

L'autorisation du ministre du tourisme pourra être donnée sous réserve d'application de normes qualitatives et esthétiques, et, éventuellement, de contre-projets et plans imposés par lui et répondant aux exigences du plan d'aménagement touristique.

Art. 10. — Tout aménagement ou transformation d'un établissement à caractère touristique dans les locaux déjà existants, utilisés ou non à cette fin antérieurement à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, est soumis à une autorisation du ministre du tourisme.

L'aménagement d'un terrain de camping, d'un village de vacances ou de tout établissement destiné à l'hébergement et à l'accueil des touristes est soumis à une autorisation du ministre du tourisme.

Art. 11. — Les demandes concernant les autorisations prévues aux articles 8 et 10 ci-dessus devront être adressées, en triple exemplaire par lettre recommandée au ministre du tourisme.

Ces demandes devront comporter les nom, prénoms, adresse, nationalité et qualités du demandeur, le lieu et la nature du projet, ainsi que, le cas échéant, les références de la demande de permis de construire présentée aux services de l'urbanisme compétent.

Le ministre du tourisme renverra sans délai à l'intéressé un exemplaire de la demande revêtu de son visa.

Art. 12. — En cas d'infraction aux dispositions concernant le contrôle des constructions et aménagements prévues par le présent décret, et sans préjudice des sanctions édictées en matière d'urbanisme, le ministre du tourisme transmettra la procédure au ministre de la justice, garde des sceaux, en vue des poursuites judiciaires prévues à l'article 3 de l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 susvisée.

Chapitre II. — Des droits immobiliers.

Art. 13. — A compter de la publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire de l'arrêté créant une zone touristique, toute aliénation volontaire à titre onéreux ou gratuit, d'un immeuble bâti ou non bâti situé à l'intérieur de cette zone, est subordonnée à une déclaration préalable du propriétaire indiquant le prix et les conditions de l'aliénation projetée.

Cette déclaration, établie dans les formes prescrites par arrêté du ministre du tourisme, sera adressée au préfet du lieu de situation de l'immeuble.

Dans les trois jours, le préfet en délivrera un récépissé et en transmettra copie au ministre du tourisme.

Art. 14. — Si le droit de préemption prévu par l'article 4 de l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 est exercé, le ministre du tourisme notifiera sa décision au propriétaire dans les 4 mois de la réception de la déclaration par le préfet ; il en adressera copie au préfet.

Le silence gardé par le ministre du tourisme dans ce délai de 4 mois, vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption.

Art. 15. — A défaut d'accord amiable avec le propriétaire, le prix d'acquisition du bien objet du droit de préemption sera fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à la législation en vigueur.

Art. 16. — Nonobstant l'exercice du droit de préemption, l'Etat peut toujours acquérir un bien, nécessaire à la réalisation du plan de développement touristique, par application de la procédure de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 17. — Le prix du bien, objet de l'acquisition ou de l'expropriation, sera apprécié par les services des domaines à sa valeur à la date de publication de l'arrêté au *Journal officiel* portant classement de la zone touristique.

Il ne pourra être tenu compte dans cette appréciation que de la plusvalue justifiée conférée au bien par les travaux ou aménagements effectués sur le bien lui-même par son propriétaire, à condition que lesdits travaux aient été entrepris de bonne foi et sans intention de tromper l'Etat. Il sera fait application, le cas échéant, de l'indice de fluctuation monétaire durant la période considérée.

Art. 18. — Le ministre du tourisme, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et du plan, le ministre de la justice, garde des sceaux, le ministre de l'éducation nationale et le ministre de l'habitat et de la reconstruction, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 avril 1966.

Houari BOUMEDIENE